

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
1. QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONTEXTE	7
1.1. Les origines du <i>tax shift</i>	7
1.2. Les principales caractéristiques des prélèvements en Belgique	9
1.3. Les avis du Conseil supérieur des finances	13
2. DE L'IDÉE À SA CONCRÉTISATION	15
2.1. Le rapport de la commission parlementaire mixte Chambre-Sénat (2013-2014)	16
2.2. Les priorités fiscales des partis politiques en vue des élections du 25 mai 2014	19
2.2.1. Les partis francophones	20
2.2.2. Les partis néerlandophones	21
2.3. L'accord du gouvernement Michel	22
2.4. Le contenu du <i>tax shift</i>	23
2.5. Zoom sur les principales mesures	25
2.5.1. Les réductions structurelles de cotisations sociales	25
2.5.2. L'impôt des personnes physiques	27
2.5.3. Les accises et la TVA	28
2.5.4. Les revenus du patrimoine	28
3. LE <i>TAX SHIFT</i> EN DÉBAT	30
3.1. Les premières réactions politiques	30
3.1.1. La réaction des partis francophones	30
3.1.2. La réaction des partis néerlandophones	32
3.2. Le positionnement des acteurs socio-économiques	34
3.2.1. La position des organisations syndicales	34
3.2.2. La position des organisations patronales	37
3.3. Le premier débat au Parlement	39
3.3.1. Le point de vue des partis francophones	39
3.3.2. Le point de vue des partis néerlandophones	41
3.4. L'examen du projet de loi	43
3.5. L'adoption de la loi du 26 décembre 2015	46
4. QU'ATTENDRE DU <i>TAX SHIFT</i> ?	48
4.1. L'impact économique	48
4.1.1. L'estimation du Bureau fédéral du plan	48
4.1.2. L'estimation de la Banque nationale de Belgique	50
4.1.3. Analyse	51
4.2. Le <i>tax shift</i> et l'équité	51
4.2.1. Les modifications de l'impôt des personnes physiques	52
4.2.2. Les augmentations d'accises et de TVA	55
4.3. L'impact pour les Régions, les Communautés et les communes	56
4.3.1. L'impact du <i>tax shift</i> sur les recettes fiscales	56
4.3.2. L'impact global du <i>tax shift</i>	58
4.3.3. Un glissement fiscal à Bruxelles	59
CONCLUSION	60